

UTOPIE...? D'UNE CONSTRUCTION REVOLUTIONNAIRE DE L'ALTERNATIVE !

Le Front de Gauche n'a pas réussi ce qu'il était censé réaliser : un rassemblement de forces « de gauche » aussi diverses que des partis, des syndicats, des associations, des individus, mobilisant l'électorat. Plusieurs raisons à cela :

Un tel rassemblement n'est pas concevable car, chacun « pèse » différemment. Un individu ne peut pas être considéré comme l'égal d'une organisation ou de son représentant.

Le Front de Gauche s'est comporté comme une « formation politique » ce qui exclut de fait, par leurs statuts, des syndicats, des associations, voire des personnalités, des individus.

S'en est suivie, une « cartellisation » des partis, essentiellement tournée vers les échéances électorales, avec des tractations, des alliances à géométrie variable, selon les élections.

Le « Front de Gauche », un concept, qui ne peut pas, en tant que tel, répondre ou se substituer au besoin d'un mouvement populaire et citoyen

Par contre, le « Front de Gauche », ses composantes, éventuellement d'autres formations, se doivent d'être à l'initiative pour fonder ce mouvement populaire et citoyen.

Le rassemblement majoritaire à construire, ne peut se concevoir que dans un mouvement. Il pourrait se nommer : « **Mouvement d'Insurrection Citoyenne** », (plus que des « Indignés », des « Insurgés »), *au sein duquel chacun compte pour un.*

Des collectifs citoyens, autonomes, indépendants des partis, constitués à partir des préoccupations des gens, dans des espaces recouvrant des entités économiques, sociales, à « taille humaine ».

Ces collectifs rassemblent des personnes, individus, personnalités, membres de partis, de syndicats, d'associations...qui y participent, sans représenter leur organisation, mais comme simple citoyen.

Ces collectifs décident, en leur sein, de leur mode de vie, élaborent des propositions, des projets, des initiatives pour les faire aboutir. *Ils inventent, des moyens de coordinations*, avec d'autres collectifs, pour des « mises en commun ». Ils contribuent à faire vivre, à différents niveaux, ce « Mouvement d'Insurrection Citoyenne ».

Indépendants, les partis, par leurs expressions et actions, « nourrissent » le mouvement.

Projets du peuple soutenus par les partis politiques et non projet d'un parti politique soutenu par le peuple.

Ce mouvement permet de construire de nouveaux rapports de forces, seuls susceptibles de changer les rapports économiques et sociaux, de s'approprier des pouvoirs, de modifier les institutions. Le « fait » a souvent précédé le « droit » avant qu'il ne devienne la « loi ».

Une construction permanente d'un peuple qui gagne, par l'action, sa souveraineté, au fur et à mesure de ses propres avancées.

Est-ce à dire que les partis, n'ont plus leur raison d'être ?

Bien au contraire mais c'est d'une autre conception de leur rôle, qu'il s'agit et qui nous amène à nous poser une question fondamentale : **des partis politiques pour quoi faire ?**

Pour eux-mêmes, pour prendre le pouvoir, des partis de Gouvernement ?

Ou bien des partis, au service du peuple pour construire et gagner avec lui sa souveraineté ?

Cela confère aux formations politiques de plus grandes responsabilités : celle de la vie de leur parti pour son utilité au peuple ; celle de leurs adhérents, acteurs au sein du mouvement.

Cette stratégie de construction populaire, prend le contre-pied de la délégation de pouvoir en instaurant une démocratie participative, attractive pour tous.

Ce mouvement, permet de dépasser le clivage, « droite/gauche », politiquement réducteur et sclérosant, qui est, en soi, un obstacle au rassemblement le plus large.
Peuple de gauche ? Peuple de droite ? Ou, plus simplement, large majorité du peuple confronté à l'antagonisme de classe dans un rapport exploitateur/exploité encore plus prégnant aujourd'hui, en fait un rapport capitalisme/communisme !
« ...le communisme n'est pas pour nous un état de choses à créer, ni un idéal auquel la réalité devra se conforter. Nous appelons communisme le mouvement réel qui dépasse l'état actuel des choses ». « L'idéologie allemande » de Marx et Engels.

Que pourrait-être une « réalisation » de cette stratégie pour la présidentielle ?

Nous sommes contre la présidentialisation, qui confère au chef de l'Etat plus de pouvoir que l'Assemblée Nationale. Cette présidentialisation a été confortée par l'élection du Président de la République, au suffrage universel; puis par la programmation de la présidentielle avant les législatives.

L'occasion nous est donnée de faire vivre la conception d'une Assemblée Nationale souveraine, élisant son représentant, le Président de la République, en proposant :

- *l'organisation de « primaires », comme de véritables législatives, pour élire des représentants par circonscription.*
- *Ces « élus » se comporteraient, comme en Assemblée Nationale, pour élire, en son sein, le candidat à la présidentielle, qui deviendrait alors le candidat du « Mouvement d'Insurrection Citoyenne », soutenu par des partis politiques, des comités, des personnalités.*

Ainsi serait évité le « piège » qui nous est tendu d'une primaire « à gauche » pour la présidentielle ; car dans cette *compétition personnalisée*, le risque serait grand de voir des divisions, voire des déchirements, plus préjudiciables que profitables, au nécessaire rassemblement majoritaire.

Contribution du 20 février 2016 au 37ème Congrès du Parti Communiste Français

Serge BASTIDE (Pyrénées Orientales)
sergebastide66@orange.fr